

AB/CP

PREFECTURE DE
SEINE-&-MARNE

Service des Etablissements Classés

N° 6941

REPUBLIQUE FRANCAISE

M. Lucan

ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi du 19 Décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne,

accuse réception à **M. Gérard BOITIER - Restaurateur**

demeurant **A BOURRON Auberge de la Route béloue**

de sa déclaration en date du **16 août 1967**

concernant l'installation **à l'adresse ci-dessus d'un dépôt de gaz combustibles
liquéfiés constitué par un réservoir de 1750 Kg.**

Cet établissement est rangé dans la 3^e classe des Etablissements dangereux, insalubres ou
incommodes, et compris sous le N° **211 B II b** de la nomenclature

Par application de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée, M.

Gérard BOITIER

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les Etablissements
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception a trait uniquement à l'ouverture d'un établissement
classé. Eventuellement, le déclarant aura à se pourvoir auprès des autorités compétentes pour
obtenir toutes autorisations nécessaires (notamment celles relatives aux permis de construire
et à l'occupation du domaine public).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration
ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel
devra faire une nouvelle déclaration.

Destinataires :

- **M. Gérard BOITIER**
- **le maire de BOURRON**
- **le sous-préfet chargé de l'arrdt de Melun**
- **le directeur départemental du travail et de la
main d'œuvre**

MELUN, le

Le Préfet,

1 SEPT. 1967

- **l'inspecteur des établissements classés de Melun**

- **le directeur départemental de la protection civile**

L'intéressé devra en outre se conformer aux exigences
du règlement de sécurité appliqué aux établissements recevant
du public (A.N. du 23.3.1965 - Chap. 4 - art. 02 5) J.O. du
30 mars 1965.

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux
personnes intéressées.